

# Memorial

# MÉMORIAL

des DU  
Großherzogthums Luxemburg. GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG.



Samstag, 23. Juli 1881.

N<sup>o</sup> 48.

SAMEDI, 23 juillet 1881.

Gesetz vom 8. Juli 1881, wodurch die am 20. Mai 1880 und am 14. März 1881 abgeschlossenen Verträge über die Concession von Erzfeldern zu Gunsten von Luxemburger Hochöfen genehmigt werden.

Wir Wilhelm III, von Gottes Gnaden, König der Niederlande, Prinz von Oranien-Nassau, Großherzog von Luxemburg, etc., etc., etc.

Nach Anhörung Unseres Staatsrathes;

Mit Zustimmung der Abgeordneten-Kammer;

Nach Einsicht der Entscheidungen der Abgeordneten-Kammer vom 22. März und des Staatsrathes vom 1. April 1881, gemäß welchen eine zweite Abstimmung nicht stattfinden wird;

Haben verordnet und verordnen:

**Einziger Artikel.** Sind genehmigt:

a) Die am 20. Mai 1880 abgeschlossenen Uebereinkünfte zwischen dem Staate des Großherzogthums Luxemburg einerseits und anderseits

1° der Gesellschaft R. u. J. Collart, welche die Hochöfen von Steinfort ausbeuten, über die Concession von zehn Hektaren Erzfeldern, auf dem Gebiet der Gemeinden Pétingen und Differdingen, Ort genannt „Robinger- und Jungenbüsch“ gelegen, an Stelle des Loofes, welches der benannten Gesellschaft in der den Hüttenherrn durch das Gesetz vom 7. Juli 1874 verliehenen Concession zugeschrieben worden war;

2° der anonymen Gesellschaft der Hochöfen zu Robingen, über die Concession von zehn Hektaren

*Loi du 8 juillet 1881, qui approuve les conventions des 20 mai 1880 et 14 mars 1881, portant concession de terrains miniers à des sociétés de hauts-fourneaux luxembourgeois.*

Nous GUILLAUME III, par la grâce de Dieu, Roi des Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassau, Grand-Duc de Luxembourg, etc., etc., etc.;

Notre Conseil d'État entendu;

De l'assentiment de la Chambre des députés;

Vu la décision de la Chambre des députés du 22 mars 1881 et celle du Conseil d'État du 1<sup>er</sup> avril suivant, portant qu'il n'y a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

**Article unique.** Sont approuvées:

a) Les conventions passées à la date du 20 mai 1880 entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg, d'une part, et de l'autre

1° la société Ch. et J. Collart, exploitant les hauts-fourneaux de Steinfort, au sujet de la concession de dix hectares de terrains miniers situés sur le territoire des communes de Pétinge et de Differdange, lieux dits « bois de Rodange et Jungenbusch », en échange du lot qui avait été attribué à la dite société dans la concession octroyée aux maîtres de forges par la loi du 7 juillet 1874;

2° la société anonyme des hauts-fourneaux de Rodange, au sujet de la concession de dix

Erzfeldern, gelegen auf dem Gebiet der Gemeinden Pétingen und Differdingen, bei den Pachtgütern von Rodenhof und Airsain, und über die Wieberabtretung von fünf Hektaren, welche der genannten Gesellschaft durch das vorbezeichnete Gesetz vom 7. Juli 1874 zugeschrieben sind;

3° der anonymen Gesellschaft der Hochöfen zu Hollerich, über die Concession von fünfundsiebenzig Hektaren auf dem Gebiete der Gemeinde Esch an der Alzette, im Ort genannt „Heidenfeldgen“, gelegenen Erzfeldern;

b) Die am 14. März 1881 abgeschlossene Uebereinkunft zwischen dem Staate des Großherzogthums Luxemburg und der Gesellschaft R. u. J. Collart, welche die Hochöfen zu Steinfort ausbeuten, über die Concession von fünfundsiebenzig Hektaren, im Ort genannt „Schlossbusch“, Gebiet von Esch an der Alzette gelegenen Erzfeldern.

Sämmtliche Felder sind in den genannten Concessions-urkunden, welche gegenwärtigem Gesetze beigelegt sind, genauer bezeichnet.

Befehlen und verordnen, daß dieses Gesetz ins „Memorial“ eingerückt werde, um von Allen die es betrifft, ausgeführt und befolgt zu werden.

Frankfurt a. M. den 8. Juli 1881.

Wilhelm.

Der General-Director  
des Innern,  
H. KIRPACH.

hectares de terrains miniers situés sur le territoire des communes de Pétange et de Differdange, près des fermes de Rodenhof et d'Airsain, et la rétrocession de cinq hectares attribués à la dite société par la loi prévisée du 7 juillet 1874;

3° la société anonyme des hauts-fourneaux de Hollerich, au sujet de la concession de vingt-cinq hectares de terrains miniers situés sur le territoire de la commune d'Esch-sur-l'Alzette, lieu dit « Heidenfeldgen »;

b) La convention passée à la date du 14 mars 1881, entre l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg, d'une part, et de l'autre la société Ch. et J. Collart, exploitant les hauts-fourneaux de Steinfort, au sujet de la concession de vingt-cinq hectares de terrains miniers situés au lieu dit « im Schlossbusch », ban d'Esch-sur-l'Alzette;

Tous ces terrains plus amplement spécifiés aux dites conventions, lesquelles sont annexées à la présente loi.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au *Mémorial*, pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

Frankfort s/M., le 8 juillet 1881.

GUILLAUME.

Le Directeur général  
de l'intérieur,  
H. KIRPACH.

(ANNEXES).

CONVENTIONS.

Entre l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg, représenté par M. H. Kirpach, Directeur général de l'intérieur,

Et la Société Charles et Jules Collart, exploitant les hauts-fourneaux de Steinfort, représentée par M. Charles Collart, maître de forges, domicilié à Dommeldange, a été faite la convention suivante :

Art. 1<sup>er</sup>. — La Société Charles et Jules Collart rétrocède à l'Etat du Grand-Duché, qui accepte cette rétrocession, la partie lui attribuée pour sa part dans la concession accordée aux maîtres de forges, située une moitié, savoir 5 hectares au lot B dans le bassin d'Esch-Rumelange, et l'autre moitié, également 5 hectares au lot D dans le bassin de Lamadelaine;

de son côté et en échange des 10 hectares ci-dessus rétrocédés, l'État accorde une concession nouvelle pour un temps illimité, à la susdite société, des mines de fer hydraté oolithique des gisements concessibles de l'État situés sur les territoires des communes de Differdange et de Pétange, aux lieux dits « Jungenbusch » et « bois communal de Rodange ».

Cette concession est limitée conformément aux plans annexés, ainsi qu'il suit :

Enfermé dans le périmètre ABHPM, le lot concédé en échange touche au Nord à la concession demandée par la Société Hardt, Th. Richard et C<sup>e</sup>, ainsi qu'une partie du ciel ouvert du bois communal de Rodange et du Jungenbusch, au Sud au terrain concessible de l'État, à l'Est à la concession demandée par Van Mossevelde, et à l'Ouest à la concession des hauts-fourneaux de Rodange.

Des 5 hectares rétrocédés à l'État au lot D, 4 étant demandés par la Société Hardt, Th. Richard et C<sup>e</sup>, le 5<sup>e</sup> hectare restant est repris pour faire partie de la présente concession, délivrée à la Société Charles et Jules Collart et limitée par le périmètre ABHPM, laquelle concession dans son ensemble portera sur une contenance de 10 hectares.

**Art. 2.** — La délimitation du lot concédé est définitivement fixée par les plans signés par les parties et annexés à la présente convention, dont ils font partie intégrante.

La société concessionnaire accepte la remise des plans comme délimitation définitive et comme délivrance du lot concédé, sans qu'il soit nécessaire de faire intervenir les propriétaires de la surface.

En exécution de ces plans, il sera procédé, dans un bref délai, aux frais de la société concessionnaire, à l'abornement sur le terrain, contradictoirement entre l'État et la dite société.

S'il était reconnu, même après la délimitation définitive et à une époque quelconque de l'exploitation, que parmi les terrains concédés se trouvent des gisements non concessibles aux termes de la loi du 15 mars 1870, la société concessionnaire aurait droit soit à une ajoute de terrains, soit à une réduction de prix proportionnelle à la valeur du manquant.

**Art. 3.** — L'État du Grand-Duché ne garantit à la société concessionnaire que la propriété des mines, en ce sens qu'il ne garantit aucun rendement de celles-ci, pas plus qu'il ne garantit la qualité, la richesse ou l'espèce de la mine, la concession étant faite uniquement à raison de ce que les terrains concédés sont réputés terrains miniers.

En cas d'entraves apportées à son exploitation par des tiers, la société concessionnaire aura le droit de se pourvoir comme elle l'entendra pour faire disparaître ces entraves, ainsi que pour obtenir réparation du dommage causé.

**Art. 4.** — Restent réservés à l'État les gîtes de tout minerai étranger au fer qui peuvent exister dans l'étendue des concessions accordées par la présente.

**Art. 5.** — La société concessionnaire exploite les dits gisements en toute liberté et en choisissant les couches qui lui conviennent ; elle sera tenue de ménager l'exploitation d'après les règles de l'art et en bon père de famille ; elle fera le nécessaire pour ne pas compromettre l'exploitation complète des diverses couches pendant la durée du présent traité ou après qu'il aura pris fin ; elle aura à se conformer aux lois, prescriptions et règlements sur l'exploitation des mines dans le Grand-Duché de Luxembourg ; elle devra établir les boisages

nécessaires, conserver des piliers d'une épaisseur suffisante et faire des revêtements en maçonnerie là où la nature du terrain l'exigerait.

**Art. 6.** — En compensation des avantages lui accordés par la présente convention, la société concessionnaire payera chaque année à l'État du Grand-Duché de Luxembourg pendant 50 années consécutives la rente de 7500 francs, qui lui est attribuée pour sa part dans la concession octroyée aux sociétés de hauts-fourneaux luxembourgeois par la loi du 7 juillet 1874.

Le premier versement a eu lieu le 31 décembre 1877 par le paiement d'une demi-rente de 3750 francs ; le premier paiement de la rente entière a été reporté et effectué au 31 décembre 1878, et le dernier aura lieu le 31 décembre 1926, lequel sera suivi du paiement complémentaire d'une demi-rente le 31 décembre 1927, le tout au bureau du receveur de l'enregistrement à Esch-sur-l'Alzette.

L'État se charge de la redevance due au propriétaire du sol.

Le prix de la concession étant payable en 50 années, la société concessionnaire est censée en exploiter chaque année la 50<sup>e</sup> partie ou 20 ares.

En conséquence, si une année il en est exploité au-delà de cette contenance, cet excédant sera payé à l'État d'après la base de 37,500 francs par hectare, à moins que la contenance totale exploitée depuis l'octroi de la concession ne soit inférieure à celle que la société concessionnaire aurait eu le droit d'exploiter d'après la moyenne annuelle prérappelée.

L'excédant ainsi payé pendant une ou plusieurs années sera bonifié pendant les années subséquentes pendant lesquelles la société concessionnaire exploitera au-delà de la moyenne.

Des procès-verbaux à dresser chaque année, aux mois de juin et de décembre, par l'ingénieur des mines, la société concessionnaire dûment appelée, constateront les contenances réellement exploitées.

**Art. 7.** — Le Gouvernement s'engage à ne pas accorder de concessions gratuites, et à faire profiter la société concessionnaire de toute mesure législative générale qui améliorerait la condition des exploitants de hauts-fourneaux.

Les dispositions de l'art. 2 de la loi du 21 mai 1879, qui approuve la convention transactionnelle du 18 mars 1879, au sujet des concessions minières faisant l'objet de la loi du 7 juillet 1874, sont applicables à la présente convention.

**Art. 8.** — Il est permis à la société concessionnaire de se libérer entièrement du service des annuités, en payant le capital que l'ensemble des annuités encore à solder représente à l'intérêt annuel de 5 pCt.

Elle pourra de même se libérer par des remboursements partiels, le tout sans préjudice au bénéfice prévu par l'art. 7.

**Art. 9.** — La société concessionnaire pourra céder ou affermer le tout ou une partie de sa concession, sous la condition que le cessionnaire ou locataire présentera toutes les garanties voulues de solvabilité.

Le cessionnaire ou locataire est de plein droit réputé solvable, s'il est offert par ou pour lui un cautionnement convenable, assurant l'exécution de tous les engagements à remplir vis-à-vis de l'État, inhérents à la présente convention.

La société concessionnaire est en droit de disposer de sa concession, comme elle l'entendra, si elle s'est entièrement libérée du service d'annuités conformément à l'art. 8.

Toutes les dispositions de la présente convention sont applicables aux locataire, cessionnaire ou ayant-droit de la société concessionnaire.

*Art. 9bis.* — Pour le cas où, sans autorisation du Gouvernement, les concessionnaires emploient ou cèdent la mine concédée pour en faire le trafic, la présente convention pourra être résiliée avec dommages-intérêts au profit de l'État.

*Art. 10.* — L'État est en droit d'exiger de la société concessionnaire des garanties suffisantes, soit en cautionnement, soit en constitution d'hypothèques, pour le paiement de trois annuités de la rente ci-dessus stipulée.

*Art. 11.* — Le Gouvernement pourra faire arrêter provisoirement l'exploitation, si la société concessionnaire est en retard au-delà de deux mois de payer l'annuité de la rente.

La société concessionnaire est en retard par la seule échéance du terme, et sans qu'il soit besoin d'un acte quelconque pour la mettre en demeure. Elle doit de plein droit les intérêts à 5 pCt. de toute somme non régulièrement payée à son échéance.

S'il y avait péril en la demeure, le Gouvernement pourrait faire arrêter l'exploitation en tout temps, même avant l'échéance du terme. Délai de plus de deux mois pourra être accordé pour le paiement de la rente, s'il n'y a pas de péril en la demeure, ou si la société concessionnaire a exploité moins de la moyenne prévue par l'art. 6. L'octroi de ce délai emporte de plein droit suspension pour toute sa durée, de la mesure de rigueur prévue au présent article.

*Art. 12.* — Si le retard de payer l'annuité se prolonge au-delà de six mois, le Gouvernement pourra demander aux tribunaux la résiliation du contrat, ainsi que des dommages-intérêts proportionnés à la perte que l'État pourra éprouver par suite de l'inexécution du contrat.

Dans ce cas, ainsi que dans tous les autres où le Gouvernement serait en droit de faire prononcer la déchéance en vertu des dispositions générales de la loi sur le régime des mines et minières, la poursuite en résiliation sera arrêtée si, avant tout jugement définitif, la société concessionnaire a fait droit aux revendications du Gouvernement.

Dans le cas contraire, si le retrait de la concession est prononcé, l'État se trouve aux droits de la société concessionnaire ou de son ayant-droit.

Délai de plus de six mois pourra être accordé pour le paiement de la rente dans les cas prévus par le paragraphe final de l'article précédent. L'octroi de ce délai emporte de plein droit ajournement ou suspension de toute poursuite en résiliation.

Les dispositions de l'art. 2 de la loi du 21 mai 1879, qui approuve la convention transactionnelle du 18 mars 1879, au sujet des concessions minières faisant l'objet de la loi du 7 juillet 1874, sont applicables à la présente convention.

*Art. 13.* — Dans tous les cas où la présente convention serait résiliée, en vertu des stipulations ci-dessus ou pour toute autre cause, et il en est de même à l'expiration par l'échéance du terme, les concessionnaires ou leur ayant-droit sont autorisés à retirer de la concession le matériel d'exploitation qu'ils y auraient attaché et qui pourra en être séparé sans

préjudice pour la mine, à charge toutefois de payer intégralement à l'État du Grand-Duché les redevances dues et sauf au domaine ou autres concessionnaires à retenir à dire d'experts les objets qu'ils jugeront utile de reprendre.

*Art. 14.* — La société concessionnaire répondra d'après les principes de la loi, de tout dommage que son exploitation pourra causer aux propriétaires de la surface ou autres.

*Art. 15.* — Le Gouvernement s'engage à appliquer et à faire appliquer, dans le sens le plus favorable aux exploitants miniers, la disposition de l'art. 25, alinéa 5 du cahier des charges du 27 février 1869, annexé à la loi du 19 mars 1869, de manière que les chemins de fer concédés ou à concéder ne soient pas un obstacle au passage de chemins de fer particuliers établis dans l'intérêt d'une exploitation économique des terrains miniers.

Le Gouvernement s'engage en outre à ne pas renoncer par de nouvelles conventions au droit de décréter l'expropriation pour cause d'utilité publique dans les cas dans lesquels le droit d'expropriation peut être reconnu à l'industrie d'après les lois existantes.

*Art. 16.* — La société concessionnaire élira un domicile administratif unique, qu'elle fera connaître par une déclaration adressée au membre du Gouvernement chargé du service des mines.

*Art. 17.* — Les contestations auxquelles donnera lieu l'interprétation de la présente convention seront jugées en premier ressort par trois arbitres à désigner, à la diligence de l'une ou de l'autre des parties, par le président de la Cour supérieure de justice.

*Art. 18.* — La présente convention ne sera valable qu'après avoir reçu la sanction du Souverain. Elle sera enregistrée au droit fixe de cinq francs et transcrite gratuitement, sauf le salaire du conservateur.

Fait en double original à Luxembourg, le 20 mai 1880.

(Signé) H. KIRPACH.

(Signés) CH. & J. COLLART.

Entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg, représenté par M. H. Kirpach, Directeur général de l'intérieur,

Et la Société anonyme des Hauts-fourneaux de Rodange, représentée par son directeur-gérant, M. Henry,

a été faite la convention suivante :

*Art. 1<sup>er</sup>.* — La Société anonyme des hauts-fourneaux de Rodange rétrocède à l'État du Grand-Duché de Luxembourg, qui accepte cette rétrocession, la concession de 5 hectares attribuée à la dite société par la loi du 7 juillet 1874, pour sa part dans la concession des maîtres de forges dans le bassin d'Esch-Rumelange au lot C ; de son côté, l'État accorde à la société susdite :

a) en transfert des 5 hectares rétrocédés, un lot à égalité de surface et contigu à la concession du bois de Rodange,

b) une concession nouvelle de 5 hectares, faisant suite au lot précédent, pour l'exploitation des mines de fer hydraté oolithique des gisements concessibles de l'État, s'étendant



sur les territoires des communes de Pétange et de Differdange, près des fermes de Rodenhof et d'Airsain, formant suite à la concession D du bois de Rodange.

Cette concession, dans son ensemble, portera sur 10 hectares et aura pour limites au Nord la concession actuelle du bois de Rodange ; au Sud le terrain concessible de l'État ; au Nord-Est la partie OPQ du lot de MM. Collart frères ; au Sud-Ouest le périmètre de protection BCDE des fermes d'Airsain et de Rodenhof ; le contour de toute cette concession est indiqué au plan ci-annexé par les lettres STUMCDERQPOS.

*Art. 2.* — La délimitation du lot concédé est définitivement fixée par les plans signés par les parties et annexés à la présente convention, dont ils font partie intégrante.

La société concessionnaire accepte la remise des plans comme délimitation définitive et comme délivrance du lot concédé, sans qu'il soit nécessaire de faire intervenir les propriétaires de la surface.

En exécution de ces plans il sera procédé, dans un bref délai, aux frais de la société concessionnaire, à l'abornement sur le terrain, contradictoirement entre l'État et la dite société.

S'il était reconnu, même après la délimitation définitive et à une époque quelconque de l'exploitation, que parmi les terrains concédés se trouvent des gisements non concessibles aux termes de la loi du 13 mars 1870, la société concessionnaire aurait droit soit à une ajoute de terrains, soit à une réduction de prix proportionnelle à la valeur du manquant.

*Art. 3.* — L'État du Grand-Duché ne garantit à la société concessionnaire que la propriété des mines, en ce sens qu'il ne garantit aucun rendement quelconque de celles-ci, pas plus qu'il ne garantit la qualité, la richesse ou l'espèce de la mine, la concession étant faite uniquement à raison de ce que les terrains concédés sont réputés terrains miniers.

En cas d'entraves apportées à son exploitation par des tiers, la société concessionnaire aura le droit de se pourvoir comme elle l'entendra pour faire disparaître ces entraves, ainsi que pour obtenir réparation du dommage causé.

*Art. 4.* — Restent réservés à l'État les gîtes de tout minerai étranger au fer qui peuvent exister dans l'étendue des concessions accordées par la présente.

*Art. 5.* — La société concessionnaire exploite les dits gisements en toute liberté et en choisissant les couches qui lui conviennent ; elle sera tenue de ménager l'exploitation d'après les règles de l'art et en bon père de famille ; elle fera le nécessaire pour ne pas compromettre l'exploitation complète des diverses couches pendant la durée du présent traité ou après qu'il aura pris fin ; elle aura à se conformer aux lois, prescriptions et règlements sur l'exploitation des mines dans le Grand-Duché de Luxembourg ; elle devra établir les boisages nécessaires, conserver des piliers d'une épaisseur suffisante et faire des revêtements en maçonnerie là où la nature du terrain l'exigerait.

*Art. 6.* — En compensation des avantages accordés par la présente convention à la société concessionnaire, elle paiera chaque année à l'État du Grand-Duché de Luxembourg pendant 50 années consécutives la rente de 7500 francs.

Cette rente est à scinder en deux parties égales de 3750 francs chacune.

Le premier paiement de l'une des moitiés (3750 fr.) affectée aux 5 hectares concédés en transtert, est reporté par la loi du 21 mai 1879 approuvant la convention transactionnelle

intervenue entre parties le 18 mai 1879, au 31 décembre 1878, le deuxième au 31 décembre 1879, et le dernier au 31 décembre 1927.

Quant à la seconde moitié également de 3750 francs de la rente susdite, le premier paiement aura lieu le 31 décembre 1881, et le dernier le 31 décembre 1930, le tout au bureau du receveur de l'enregistrement à Esch-sur-l'Alzette.

L'État se charge de la redevance due au propriétaire du sol.

Le prix de la concession étant payable en 50 années, la société concessionnaire est censée en exploiter chaque année la 50<sup>e</sup> partie ou 20 ares ; en conséquence, si une année il en est exploité au-delà de cette contenance, cet excédant sera payé à l'État d'après la base de 37,500 francs par hectare, à moins que la contenance totale exploitée depuis l'octroi de la concession ne soit inférieure à celle que la société concessionnaire aurait eu le droit d'exploiter d'après la moyenne annuelle prérappelée.

L'excédant ainsi payé pendant une ou plusieurs années sera bonifié pendant les années subséquentes pendant lesquelles la société concessionnaire exploitera au-delà de la moyenne.

Des procès-verbaux à dresser chaque année, aux mois de juin et de décembre, par l'ingénieur des mines, la société concessionnaire dûment appelée, constateront les contenances réellement exploitées.

**Art. 7.** — Le Gouvernement s'engage à ne pas accorder de concessions gratuites, et à faire profiter la société concessionnaire de toute mesure législative générale qui améliorerait la condition des exploitants de hauts-fourneaux.

**Art. 8.** — Il est permis à la société concessionnaire de se libérer entièrement du service des annuités, en payant le capital que l'ensemble des annuités encore à solder représente à l'intérêt annuel de 5 pCt.

Elle pourra de même se libérer par des remboursements partiels, le tout sans préjudice au bénéfice prévu par l'art. 7.

**Art. 9.** — La société concessionnaire pourra céder ou affermer le tout ou une partie de sa concession, sous la condition que le cessionnaire ou locataire présentera toutes les garanties voulues de solvabilité.

Le cessionnaire ou locataire est de plein droit réputé solvable, s'il est offert par ou pour lui un cautionnement convenable, assurant l'exécution de tous les engagements à remplir vis-à-vis de l'État, inhérents à la présente convention.

La société concessionnaire est en droit de disposer de sa concession, comme elle l'entendra, si elle s'est entièrement libérée du service d'annuités conformément à l'art. 8.

Toutes les dispositions de la présente convention sont applicables aux locataire, cessionnaire ou ayant-droit de la société concessionnaire.

**Art. 9bis.** — Pour le cas où, sans autorisation du Gouvernement, les concessionnaires emploient ou cèdent la mine faisant l'objet de la concession nouvelle accordée par l'art. 1<sup>er</sup>, lit. b ci-dessus, pour en faire le trafic, la présente convention, en ce qui concerne la dite concession, pourra être résiliée avec dommages-intérêts au profit de l'État.

**Art. 10.** — L'État est en droit d'exiger de la société concessionnaire des garanties suffisantes, soit en cautionnement, soit en constitution d'hypothèques, pour le paiement de trois annuités de la rente ci-dessus stipulée.



**Art. 11.** — Le Gouvernement pourra faire arrêter provisoirement l'exploitation, si la société concessionnaire est en retard au-delà de deux mois de payer l'annuité de la rente.

La société concessionnaire est en retard par la seule échéance du terme, et sans qu'il soit besoin d'un acte quelconque pour la mettre en demeure. Elle doit de plein droit les intérêts à 5 pCt. de toute somme non régulièrement payée à son échéance.

S'il y avait péril en la demeure, le Gouvernement pourrait faire arrêter l'exploitation en tout temps, même avant l'échéance du terme. Délai de plus de deux mois pourra être accordé pour le paiement de la rente, s'il n'y a pas de péril en la demeure, ou si la société concessionnaire a exploité moins de la moyenne prévue par l'art. 6. L'octroi de ce délai emporte de plein droit suspension pour toute sa durée, de la mesure de rigueur prévue au présent article.

**Art. 12.** — Si le retard de payer l'annuité se prolonge au-delà de six mois, le Gouvernement pourra demander aux tribunaux la résiliation du contrat, ainsi que des dommages-intérêts proportionnés à la perte que l'État pourra éprouver par suite de l'inexécution du contrat.

Dans ce cas, ainsi que dans tous les autres où le Gouvernement serait en droit de faire prononcer la déchéance en vertu des dispositions générales de la loi sur le régime des mines et minières, la poursuite en résiliation sera arrêtée si, avant tout jugement définitif, la société concessionnaire a fait droit aux revendications du Gouvernement.

Dans le cas contraire, si le retrait de la concession est prononcé, l'État se trouve aux droits de la société concessionnaire ou de son ayant-droit.

Délai de plus de six mois pourra être accordé pour le paiement de la rente dans les cas prévus par le paragraphe final de l'article précédent. L'octroi de ce délai emporte de plein droit ajournement ou suspension de toute poursuite en résiliation.

Les dispositions de l'art. 2 de la loi du 21 mai 1879, qui approuve la convention transactionnelle du 18 mars 1879, au sujet des concessions minières faisant l'objet de la loi du 7 juillet 1874, sont applicables à la présente convention.

**Art. 13.** — Dans tous les cas où la présente convention serait résiliée, en vertu des stipulations ci-dessus ou pour toute autre cause, et il en est de même à l'expiration par l'échéance du terme, la société concessionnaire ou ses ayants-droit sont autorisés à retirer de la concession le matériel d'exploitation qu'ils y auraient attaché et qui pourra en être séparé sans préjudice pour la mine, à charge toutefois de payer intégralement à l'État du Grand-Duché les redevances dues et sauf au domaine ou autres concessionnaires à retenir à dire d'experts les objets qu'ils jugeront utile de reprendre.

**Art. 14.** — La société concessionnaire répondra, d'après les principes de la loi, de tout dommage que son exploitation pourra causer aux propriétaires de la surface ou autres.

**Art. 15.** — Le Gouvernement s'engage à appliquer et à faire appliquer dans le sens le plus favorable aux exploitants miniers, la disposition de l'art. 25 alinéa 3 du cahier des charges du 27 février 1869, annexé à la loi du 19 mars 1869, de manière que les chemins de fer concédés ou à concéder ne soient pas un obstacle au passage de chemins de fer particuliers établis dans l'intérêt d'une exploitation économique des terrains miniers.

Le Gouvernement s'engage en outre à ne pas renoncer par de nouvelles conventions au droit de décréter l'expropriation pour cause d'utilité publique dans les cas dans lesquels le droit d'expropriation peut être reconnu à l'industrie d'après les lois existantes.

*Art. 16.* — La société concessionnaire élira un domicile administratif unique, qu'elle fera connaître par une déclaration adressée au membre du Gouvernement chargé du service des mines.

*Art. 17.* — Les contestations auxquelles donnera lieu l'interprétation de la présente convention seront jugées en premier ressort par trois arbitres à désigner, à la diligence de l'une ou de l'autre des parties, par le président de la Cour supérieure de justice.

*Art. 18.* — La présente convention ne sera valable qu'après avoir reçu la sanction du Souverain. Elle sera enregistrée au droit fixe de cinq francs et transcrite gratuitement, sauf le salaire du conservateur.

Fait en double original à Luxembourg, le 20 mai 1880.

(Signé) H. KIRPACH.

(Signé) HENRY.

Entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg, représenté par M. H. Kirpach, Directeur général de l'intérieur,

Et la société anonyme des hauts-fourneaux de Hollerich, exploitant les hauts-fourneaux de Hollerich, représentée par M. Emile Servais, directeur gérant de cette société,

A été faite la convention suivante :

*Art. 1<sup>er</sup>.* — Il est fait concession par l'État du Grand-Duché de Luxembourg pour un temps illimité à la société susdite, des mines de fer hydratéoolithique à exploiter sur une étendue de 25 hectares, des gisements concessibles de l'État, situés sur le territoire des communes d'Esch-sur-l'Alzette, au lieu dit « Heidenfeldgen ».

Cette concession est limitée conformément au plan annexé à la présente, ainsi qu'il suit : du côté Sud-Est par la ligne droite partant du point A, angle septentrional, et se dirigeant à travers le bois d'Esch jusqu'au point L, angle oriental du lot A concédé aux sociétés de hauts-fourneaux luxembourgeois par la loi du 7 juillet 1874 ; à l'Est depuis L jusqu'à I par la ligne d'abornement du terrain concessible traversant les lieux dits « Beiswinkel, In Ditchen, Hunnenbusch » ; au Nord-Est par la concession demandée par la dame veuve Van Mosseveld suivant la ligne séparative IO pour rejoindre à l'Ouest par la ligne d'abornement du concessible par le lieu dit « Auf der Gleicht » et les bois d'Esch-sur-l'Alzette le point de départ A.

Les lettres ALKMIOEA indiquent le périmètre de cette concession.

*Art. 2.* — La délimitation du lot concédé est définitivement fixée par le plan signé par les parties et annexé à la présente convention, dont il fait partie intégrante.

La société concessionnaire accepte la remise du plan comme délimitation définitive et comme délivrance du lot concédé, sans qu'il soit nécessaire de faire intervenir les propriétaires de la surface.

En exécution de ce plan il sera procédé, dans un bref délai, aux frais de la société concessionnaire, à l'abornement sur le terrain, contradictoirement entre l'État et la dite société.

S'il était reconnu, même après la délimitation définitive et à une époque quelconque de l'exploitation, que parmi les terrains concédés se trouvent des gisements non concessibles aux termes de la loi du 15 mars 1870, la société concessionnaire aurait droit soit à une ajoute de terrains, soit à une réduction de prix proportionnelle à la valeur du manquant.

*Art. 3.* — L'État du Grand-Duché ne garantit au concessionnaire que la propriété des mines, en ce sens qu'il ne garantit aucun rendement quelconque de celles-ci, pas plus qu'il ne garantit la qualité, la richesse ou l'espèce de la mine, la concession étant faite uniquement à raison de ce que les terrains concédés sont réputés terrains miniers.

En cas d'entraves apportées à leur exploitation par des tiers, les concessionnaires auront le droit de se pourvoir comme ils l'entendront pour faire disparaître ces entraves, ainsi que pour obtenir réparation du dommage causé.

*Art. 4.* — Restent réservés à l'État les gites de tout minéral étranger au fer qui peuvent exister dans l'étendue des concessions accordées par la présente.

*Art. 5.* — La société concessionnaire exploite les dits gisements en toute liberté et en choisissant les couches qui lui conviennent ; elle sera tenue de ménager l'exploitation d'après les règles de l'art et en bon père de famille ; elle fera le nécessaire pour ne pas compromettre l'exploitation complète des diverses couches pendant la durée du présent traité ou après qu'il aura pris fin ; elle aura à se conformer aux lois, prescriptions et règlements sur l'exploitation des mines dans le Grand-Duché de Luxembourg ; elle devra établir les boisages nécessaires, conserver des piliers d'une épaisseur suffisante et faire des revêtements en maçonnerie là où la nature du terrain l'exigerait.

*Art. 6.* — En compensation des avantages lui accordés par la présente convention, la société concessionnaire paiera chaque année à l'État du Grand-Duché de Luxembourg pendant cinquante années consécutives une rente de 18,750 francs.

Le premier paiement de cette rente aura lieu le 31 décembre 1881 et le dernier le 31 décembre 1930, le tout au bureau du receveur de l'enregistrement à Esch-sur-l'Alzette.

L'État se charge de la redevance due au propriétaire du sol.

Le prix de la concession étant payable en cinquante années, la société concessionnaire est censée en exploiter chaque année la cinquantième partie ou cinquante ares. En conséquence, si une année il en est exploité au-delà de cette contenance, cet excédant sera payé à l'État d'après la base de 37,500 fr. par hectare, à moins que la contenance totale exploitée depuis l'octroi de la concession ne soit inférieure à celle que la société concessionnaire aurait eu le droit d'exploiter d'après la moyenne annuelle prérappelée.

L'excédant ainsi payé pendant une ou plusieurs années sera bonifié pendant les années subséquentes pendant lesquelles la société concessionnaire exploitera au-delà de la moyenne.

Des procès-verbaux à dresser chaque année, aux mois de juin et de décembre, par l'ingénieur des mines, la société concessionnaire dûment appelée, constateront les contenances réellement exploitées.

*Art. 7.* — Le Gouvernement s'engage à ne pas accorder de concessions gratuites, et à

faire profiter la société concessionnaire de toute mesure législative générale qui améliorerait la condition des exploitants de hauts-fourneaux.

**Art. 8.** — Il est permis à la société concessionnaire de se libérer entièrement du service des annuités, en payant le capital que l'ensemble des annuités encore à solder représente à l'intérêt annuel de 5 pCt.

Elle pourra de même se libérer par des remboursements partiels, le tout sans préjudice au bénéfice prévu par l'art. 7.

**Art. 9.** — La société concessionnaire pourra céder ou affermer le tout ou une partie de sa concession, sous la condition que le cessionnaire ou locataire présentera toutes les garanties voulues de solvabilité.

Le cessionnaire ou locataire est de plein droit réputé solvable, s'il est offert par ou pour lui un cautionnement convenable, assurant l'exécution de tous les engagements à remplir vis-à-vis de l'État, inhérents à la présente convention.

La société concessionnaire est en droit de disposer de sa concession, comme elle l'entendra, si elle s'est entièrement libérée du service d'annuités conformément à l'art. 8.

Toutes les dispositions de la présente convention sont applicables aux locataire, cessionnaire ou ayant-droit de la société concessionnaire.

**Art. 9bis.** — Pour le cas où, sans autorisation du Gouvernement, la société concessionnaire emploie ou cède la mine concédée pour en faire le trafic, la présente convention pourra être résiliée avec dommages-intérêts au profit de l'État.

**Art. 10.** — L'État est en droit d'exiger de la société concessionnaire des garanties suffisantes, soit en cautionnement, soit en constitution d'hypothèques pour le paiement de trois annuités de la rente ci-dessus stipulée.

**Art. 11.** — Le Gouvernement pourra faire arrêter provisoirement l'exploitation, si les concessionnaires sont en retard au-delà de deux mois de payer l'annuité de la rente.

Les concessionnaires sont en retard par la seule échéance du terme, et sans qu'il soit besoin d'un acte quelconque pour les mettre en demeure. Ils doivent de plein droit les intérêts à 5 pCt. de toute somme non régulièrement payée à son échéance.

S'il y avait péril en la demeure, le Gouvernement pourrait faire arrêter l'exploitation en tout temps, même avant l'échéance du terme. Délai de plus de deux mois pourra être accordé pour le paiement de la rente, s'il n'y a pas de péril en la demeure, ou si les concessionnaires ont exploité moins de la moyenne prévue par l'art. 6. L'octroi de ce délai emporte de plein droit suspension pour toute sa durée, de la mesure de rigueur prévue au présent article.

**Art. 12.** — Si le retard de payer l'annuité se prolonge au-delà de six mois, le Gouvernement pourra demander aux tribunaux la résiliation du contrat, ainsi que des dommages-intérêts proportionnés à la perte que l'État pourra éprouver par suite de l'inexécution du contrat.

Dans ce cas, ainsi que dans tous les autres où le Gouvernement serait en droit de faire prononcer la déchéance en vertu des dispositions générales de la loi sur le régime des mines

et minières, la poursuite en résiliation sera arrêtée si, avant tout jugement définitif, la société concessionnaire a fait droit aux revendications du Gouvernement.

Dans le cas contraire, si le retrait de la concession est prononcé, l'État se trouve aux droits de la société concessionnaire ou de son ayant-droit.

Délai de plus de six mois pourra être accordé pour le paiement de la rente dans les cas prévus par le paragraphe final de l'article précédent. L'octroi de ce délai emporte de plein droit ajournement ou suspension de toute poursuite en résiliation.

Les dispositions de l'art. 2 de la loi du 21 mai 1879, qui approuve la convention transactionnelle du 18 mars 1879, au sujet des concessions minières faisant l'objet de la loi du 7 juillet 1874, sont applicables à la présente convention.

**Art. 13.** — Dans tous les cas où la présente convention serait résiliée, en vertu des stipulations ci-dessus ou pour toute autre cause, et il en est de même à l'expiration par l'échéance du terme, la société concessionnaire ou ses ayants-droit sont autorisés à retirer de la concession le matériel d'exploitation qu'ils y auraient attaché et qui pourra en être séparé sans préjudice pour la mine, à charge toutefois de payer intégralement à l'État du Grand-Duché les redevances dues et sauf au domaine ou autres concessionnaires à retenir à dire d'experts les objets qu'ils jugeront utile de reprendre.

**Art. 14.** — Les concessionnaires répondront d'après les principes de la loi, de tout dommage que leur exploitation pourra causer aux propriétaires de la surface ou autres.

**Art. 15.** — Le Gouvernement s'engage à appliquer et à faire appliquer dans le sens le plus favorable aux exploitants miniers, la disposition de l'art. 25 alinéa 5 du cahier des charges du 27 février 1869, annexé à la loi du 19 mars 1869, de manière que les chemins de fer concédés ou à concéder ne soient pas un obstacle au passage de chemins de fer particuliers établis dans l'intérêt d'une exploitation économique des terrains miniers.

Le Gouvernement s'engage en outre à ne pas renoncer par de nouvelles conventions au droit de décréter l'expropriation pour cause d'utilité publique dans les cas dans lesquels le droit d'expropriation peut être reconnu à l'industrie d'après les lois existantes.

**Art. 16.** — La société concessionnaire élira un domicile administratif unique, qu'elle fera connaître par une déclaration adressée au membre du Gouvernement chargé du service des mines.

**Art. 17.** — Les contestations auxquelles donnera lieu l'interprétation de la présente convention seront jugées en premier ressort par trois arbitres à désigner, à la diligence de l'une ou de l'autre des parties, par le président de la Cour supérieure de justice.

**Art. 18.** — La présente convention ne sera valable qu'après avoir reçu la sanction du Souverain. Elle sera enregistrée au droit fixe de cinq francs et transcrite gratuitement, sauf le salaire du conservateur.

Fait en double original à Luxembourg, le 20 mai 1880.

*Société anonyme des hauts-fourneaux de Hollerich,*

Le Directeur-gérant,

(Signé) H. KIRPACH.

(Signé) Em. SERVAIS.

Entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg, représenté par M. H. Kirpach, Directeur général de l'intérieur,  
Et la société Charles et Jules Collart, exploitant les hauts-fourneaux de Steinfort,  
a été faite la convention suivante :

*Art. 1<sup>er</sup>.* — Il est fait concession par l'État du Grand-Duché de Luxembourg pour un temps illimité à la société Ch. et J. Collart préqualifiée, des mines de fer hydraté oolithique des gisements concessibles de l'État s'étendant sous le lieu dit « Schlossbusch », section et commune d'Esch-sur-l'Alzette.

Cette concession touche au Sud par la ligne droite EK au terrain concessible de l'État, à l'Ouest et Nord-Ouest par les droites EF, FG et GH à la concession demandée par la société des hauts-fourneaux de Rodange, et au Nord par la ligne brisée KH qui est la limite du terrain concessible de l'État, et forme ainsi le polygone EHGFEK.

Cette concession portera sur 25 hectares.

*Art. 2.* — La délimitation du lot concédé est définitivement fixée par le plan signé par les parties et annexé à la présente convention, dont il fait partie intégrante.

La société concessionnaire accepte la remise du plan comme délimitation définitive et comme délivrance du lot concédé, sans qu'il soit nécessaire de faire intervenir les propriétaires de la surface.

En exécution de ce plan il sera procédé, dans un bref délai, aux frais du concessionnaire, à l'abornement sur le terrain, contradictoirement entre l'État et le concessionnaire.

S'il était reconnu, même après la délimitation définitive et à une époque quelconque de l'exploitation, que parmi les terrains concédés se trouvent des gisements non concessibles aux termes de la loi du 15 mars 1870, la société concessionnaire aura droit soit à une ajoutée de terrains, soit à une réduction de prix proportionnelle à la valeur du manquant.

*Art. 3.* — L'État du Grand-Duché ne garantit au concessionnaire que la propriété des mines, en ce sens qu'il ne garantit aucun rendement quelconque de celles-ci, pas plus qu'il ne garantit la qualité, la richesse ou l'espèce de la mine, la concession étant faite uniquement à raison de ce que les terrains concédés sont réputés terrains miniers.

En cas d'entraves apportées à leur exploitation par des tiers, la société concessionnaire aura le droit de se pourvoir comme elle l'entendra pour faire disparaître ces entraves, ainsi que pour obtenir réparation du dommage causé.

*Art. 4.* — Restent réservés à l'État les gîtes de tout minéral étranger au fer qui peuvent exister dans l'étendue des concessions accordées par la présente.

*Art. 5.* — La société concessionnaire exploite les dits gisements en toute liberté et en choisissant les couches qui lui conviennent; elle sera tenue de ménager l'exploitation d'après les règles de l'art et en bon père de famille; elle fera le nécessaire pour ne pas compromettre l'exploitation complète des diverses couches pendant la durée du présent traité ou après qu'il aura pris fin; elle aura à se conformer aux lois, prescriptions et règlements sur l'exploitation des mines dans le Grand-Duché de Luxembourg; elle devra établir les boissages nécessaires, conserver des piliers d'une épaisseur suffisante et faire des revêtements en maçonnerie là où la nature du terrain l'exigerait.



**Art. 6. —** En compensation des avantages lui accordés par la présente convention, la société concessionnaire payera chaque année à l'État du Grand-Duché de Luxembourg pendant 50 années consécutives une rente de 18750 francs.

Le premier paiement de cette rente aura lieu le 31 décembre 1881 et le dernier le 31 décembre 1930, le tout au bureau du receveur de l'enregistrement à Esch-sur-l'Alzette.

L'État se charge de la redevance due au propriétaire du sol.

Le prix de la concession étant payable en 50 années, la société concessionnaire est censée en exploiter chaque année la 50<sup>e</sup> partie ou 50 ares. En conséquence, si une année il en est exploité au-delà de cette contenance, cet excédant sera payé à l'État d'après la base de 37,500 francs par hectare, à moins que la contenance totale exploitée depuis l'octroi de la concession ne soit inférieure à celles que la société concessionnaire aurait eu le droit d'exploiter d'après la moyenne annuelle prérappelée.

L'excédant ainsi payé pendant une ou plusieurs années sera bonifié pendant les années subséquentes pendant lesquelles la société concessionnaire exploitera au-delà de la moyenne.

Des procès-verbaux à dresser chaque année, aux mois de juin et de décembre par l'ingénieur des mines, la société concessionnaire dûment appelée, constateront les contenance réellement exploitées.

**Art. 7. —** Le Gouvernement s'engage à ne pas accorder de concessions gratuites, et à faire profiter la société concessionnaire de toute mesure législative générale qui améliorerait la condition des exploitants de hauts-fourneaux.

**Art. 8. —** Il est permis à la société concessionnaire de se libérer entièrement du service des annuités, en payant le capital que l'ensemble des annuités encore à solder représente à l'intérêt annuel de 5 pCt.

Elle pourra de même se libérer par des remboursements partiels, le tout sans préjudice au bénéfice prévu par l'art. 7.

**Art. 9. —** La société concessionnaire pourra céder ou affermer le tout ou une partie de sa concession, sous la condition que le cessionnaire ou locataire présentera toutes les garanties voulues de solvabilité.

Le cessionnaire ou locataire est de plein droit réputé solvable, s'il est offert par ou pour lui un cautionnement convenable, assurant l'exécution de tous les engagements à remplir vis-à-vis de l'État, inhérents à la présente convention.

La société concessionnaire est en droit de disposer de sa concession, comme elle l'entendra, si elle s'est entièrement libérée du service d'annuités conformément à l'art. 8.

Toutes les dispositions de la présente convention sont applicables aux locataire, cessionnaire ou ayant-droit de la société concessionnaire.

**Art. 9bis. —** Pour le cas où, sans autorisation du Gouvernement, les concessionnaires emploient ou cèdent la mine concédée pour en faire le trafic, la présente convention pourra être résiliée avec dommages-intérêts au profit de l'État.

**Art. 10. —** L'État est en droit d'exiger de la société concessionnaire des garanties suffisantes, soit en cautionnement, soit en constitution d'hypothèques, pour le paiement de trois annuités de la rente ci-dessus stipulée.

**Art. 11.** — Le Gouvernement pourra faire arrêter provisoirement l'exploitation, si la société concessionnaire est en retard au-delà de deux mois de payer l'annuité de la rente.

La société concessionnaire est en retard par la seule échéance du terme, et sans qu'il soit besoin d'un acte quelconque pour la mettre en demeure. Elle doit de plein droit les intérêts à 5 pCt. de toute somme non régulièrement payée à son échéance.

S'il y avait péril en la demeure, le Gouvernement pourrait faire arrêter l'exploitation en tout temps, même avant l'échéance du terme. Délai de plus de deux mois pourra être accordé pour le paiement de la rente, s'il n'y a pas de péril en la demeure, ou si la société concessionnaire a exploité moins de la moyenne prévue par l'art. 6. L'octroi de ce délai emporte de plein droit suspension pour toute sa durée, de la mesure de rigueur prévue au présent article.

**Art. 12.** — Si le retard de payer l'annuité se prolonge au-delà de six mois, le Gouvernement pourra demander aux tribunaux la résiliation du contrat, ainsi que des dommages-intérêts proportionnés à la perte que l'Etat pourra éprouver par suite de l'inexécution du contrat.

Dans ce cas, ainsi que dans tous les autres où le Gouvernement serait en droit de faire prononcer la déchéance en vertu des dispositions générales de la loi sur le régime des mines et minières, la poursuite en résiliation sera arrêtée si, avant tout jugement définitif, la société concessionnaire a fait droit aux revendications du Gouvernement.

Dans le cas contraire, si le retrait de la concession est prononcé, l'Etat se trouve aux droits de la société concessionnaire ou de son ayant-droit.

Délai de plus de six mois pourra être accordé pour le paiement de la rente dans les cas prévus par le paragraphe final de l'article précédent. L'octroi de ce délai emporte de plein droit ajournement ou suspension de toute poursuite en résiliation.

Les dispositions de l'art. 2 de la loi du 21 mai 1879, qui approuve la convention transactionnelle du 18 mars 1879, au sujet des concessions minières faisant l'objet de la loi du 7 juillet 1874, sont applicables à la présente convention.

**Art. 13.** — Dans tous les cas où la présente convention serait résiliée, en vertu des stipulations ci-dessus ou pour toute autre cause, et il en est de même à l'expiration par l'échéance du terme, la société concessionnaire ou ses ayants-droit sont autorisés à retirer de la concession le matériel d'exploitation qu'ils y auraient attaché et qui pourra en être séparé sans préjudice pour la mine, à charge toutefois de payer intégralement à l'Etat du Grand-Duché les redevances dues et sauf au domaine ou autres concessionnaires à retenir à dire d'experts les objets qu'ils jugeront utile de reprendre.

**Art. 14.** — La société concessionnaire répondra, d'après les principes de la loi, de tout dommage que son exploitation pourra causer aux propriétaires de la surface ou autres.

**Art. 15.** — Le Gouvernement s'engage à appliquer et à faire appliquer, dans le sens le plus favorable aux exploitants miniers, la disposition de l'art. 25 alinéa 5 du cahier des charges du 27 février 1869, annexé à la loi du 19 mars 1869, de manière que les chemins de fer concédés ou à concéder ne soient pas un obstacle au passage de chemins de fer particuliers établis dans l'intérêt d'une exploitation économique des terrains miniers.

Le Gouvernement s'engage en outre à ne pas renoncer par de nouvelles conventions au droit de décréter l'expropriation pour cause d'utilité publique dans les cas dans lesquels le droit d'expropriation peut être reconnu à l'industrie d'après les lois existantes.

Art. 16. — La société concessionnaire élira un domicile administratif unique, qu'elle fera connaître par une déclaration adressée au membre du Gouvernement chargé du service des mines.

Art. 17. — Les contestations auxquelles donnera lieu l'interprétation de la présente convention seront jugées en premier ressort par trois arbitres à désigner, à la diligence de l'une ou de l'autre des parties, par le président de la Cour supérieure de justice.

Art. 18. — La présente convention ne sera valable qu'après avoir reçu la sanction du Souverain. Elle sera enregistrée au droit fixe de cinq francs et transcrite gratuitement, sauf le salaire du conservateur.

Fait en double à Luxembourg, le 14 mars 1881.

(Signé) H. KIRPACH.

(Signés) CH. et J. COLLART.

**Beschluß vom 22. Juli 1881, betreffend die Maturitäts- und Capacitäts-Prüfungen.**

**Der General-Director der Finanzen;**

Nach Einsicht des Art. 19 des Gesetzes vom 23. Juli 1848 über den höhern und mittlern Unterricht;

Nach Einsicht der Art. 19 und ff. des durch Königl.-Großh. Beschluß vom 7. Juni 1861 genehmigten allgemeinen Reglements, sowie des Beschlusses vom 23. Juni 1875, das Programm der Maturitäts-Prüfung betreffend;

In Erwägung, daß es angemessen erscheint, die Commission zu ernennen, vor welcher die Schüler des Gymnasiums die Maturitäts-Prüfung, und diejenigen Schüler, die mit Schluß des laufenden Schuljahres ihre Industrie-Studien beendigen werden, die Capacitäts-Prüfung zu bestehen haben, sowie den Tag des Beginnes dieser Prüfungen für 1880—1881 festzustellen;

In Erwägung, daß auch junge Leute, welche das Athénäum nicht besucht haben, im Falle sind, zu den nämlichen Prüfungen zugelassen zu werden;

Beschließt:

Art. 1. Zu Mitgliedern der Commission, vor

**Arrêté du 22 juillet 1881, concernant les examens de maturité et de capacité.**

**LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES FINANCES;**

Vu l'art. 19 de la loi du 23 juillet 1848 sur l'enseignement supérieur et moyen;

Vu les art. 19 et suivants du règlement général approuvé par arrêté royal grand-ducal du 7 juin 1861, et l'arrêté royal grand-ducal du 23 juin 1875, concernant le programme de l'examen de maturité;

Considérant qu'il y a lieu de nommer la commission devant laquelle doivent être subis l'examen de maturité des élèves du gymnase et celui de capacité par les élèves qui à la fin de l'année scolaire courante termineront leurs études industrielles, et de fixer le jour de l'ouverture de ces examens pour l'année scolaire 1880 à 1881;

Considérant que les jeunes gens qui n'ont pas fréquenté l'Athénée sont également dans le cas d'être admis aux susdits examens;

Arrête:

Art. 1<sup>er</sup>. Sont nommés membres de la com-

welcher zu Ende des laufenden Schuljahres die Maturitäts- und Capacitäts-Prüfungen abgelegt werden, sind ernannt :

Die H. De Munser, Advocat-Anwalt und Deputirte; Peters, Professor am Seminar; Georg Wittenauer, Civil-Ingenieur; de Colnet d'Huart, Director des Athenäums, Neumann, R. Müllendorff und Müller, Professoren eben daselbst.

Zu Ergänzungs-Mitgliedern derselben Commission sind ernannt :

Die H. Karl Rischard, General-Advocat; Brincour, Advocat-Anwalt und Deputirte; Herchen und Thill, Professoren am Athenäum.

**Art. 2.** Die Commission wird zum ersten Male am Donnerstag, den 11. August d. J., um vier Uhr Nachmittags, im Gebäude des Athenäums zusammentreten, um aus ihrer Mitte den Präsidenten und den Secretär zu ernennen und über die Zulassung der Schüler zu entscheiden, welche gemäß Art. 19 und 20 des vorerwähnten Reglements die Maturitäts- oder Capacitäts-Prüfung abzulegen begehrt haben.

**Art. 3.** Die schriftliche Maturitäts-Prüfung der Schüler des Gymnasiums beginnt am Dienstag, den 16., und wird am Mittwoch, den 17., Donnerstag, den 18., und Freitag, den 19. des nämlichen Monats, fortgesetzt. Die Sitzungen nehmen ihren Anfang um 8 Uhr Morgens und 3 Uhr Nachmittags und dauern bis Mittag und resp. 5 Uhr Abends, nachdem jedesmal die in der Sitzung vorzulegenden Fragen gemeinschaftlich von den Commissions-Mitgliedern festgestellt worden sind.

**Art. 4.** Die Capacitäts-Prüfung der Schüler, welche ihre Studien in der Gewerbschule vollendet haben, findet schriftlich in der durch vorhergehende Artikel angegebenen Weise Statt, und zwar den 16., 17. und 18. August, zu den im vorigen Artikel bestimmten Stunden.

**Art. 5.** Die mündliche Prüfung der Gymnasialen findet Montag, den 22. August d. J., und diejenige der Industrieschüler Dienstag, den 23.

mission devant laquelle seront subis l'examen de maturité et celui de capacité à la fin de l'année scolaire courante :

MM. De Muyser, avocat-avoué et député; Peters, professeur au séminaire; Georges Wittenauer, ingénieur civil; de Colnet d'Huart, directeur de l'Athénée; Neumann, Ch. Müllendorff et Muller, professeurs au même établissement.

Sont nommés membres suppléants de la même commission :

MM. Charles Rischard, avocat-général; Brincour, avocat-avoué et député; Herchen et Thill, professeurs à l'Athénée.

**Art. 2.** La commission se réunira la première fois le jeudi, 11 août prochain, à quatre heures de relevée, dans le bâtiment de l'Athénée, pour nommer dans son sein un président et un secrétaire, et pour statuer sur l'admission des élèves qui, en conformité des art. 19 et 20 du règlement susvisé, auront demandé à subir l'examen de maturité ou celui de capacité.

**Art. 3.** L'examen par écrit de maturité des élèves du gymnase commencera le mardi, 16 août, et sera continué les mercredi, 17, jeudi, 18, et vendredi, 19 du même mois. Les séances commenceront chaque fois à huit heures du matin et à trois heures de relevée, pour durer jusqu'à midi et respectivement jusqu'à cinq heures du soir, après que chaque fois les différentes questions à poser auront été arrêtées de commun accord par les membres de la commission.

**Art. 4.** L'examen de capacité pour les élèves qui ont terminé leurs études à l'école industrielle aura lieu par écrit, de la manière prévue aux articles précédents; il durera pendant les journées des 16, 17 et 18 août, pendant les heures fixées à l'art. 3 ci-dessus.

**Art. 5.** Pour les élèves du gymnase, l'examen oral aura lieu le lundi, 22 août, et pour ceux de l'école industrielle, il se tiendra le mardi,

August, jedesmal um 8 Uhr Morgens und 3 Uhr Nachmittags statt, nachdem die Commission an demselben Tage die speciellen Gegenstände der Prüfung wird festgestellt haben.

**Art. 6.** Die jungen Leute, welche das Athenäum nicht besucht haben, legen ihre Prüfung mit den Schülern des Gymnasiums resp. der Gewerbschule ab, gemäß Art. 2, 3, 4 und 5 dieses Beschlusses.

**Art. 7.** Die Commission nimmt über ihr ganzes Geschäft ein Protokoll auf, das sie sogleich mit den schriftlichen Antworten der Recipienten an die General-Direction der Finanzen gelangen läßt.

**Art. 8.** Alle Gesuche um Zulassung zur Maturitäts- oder Capacitäts-Prüfung müssen spätestens bis zum 5. August d. J. an die Regierung gelangen.

**Art. 9.** Gegenwärtiger Beschluß soll ins „Memorial“ eingerückt und ein Exemplar desselben jedem der wirklichen und ergänzenden Mitglieder als Ernennungsurkunde zugestellt werden.

Luxemburg den 22. Juli 1881.

Der General-Director der Finanzen,  
B. v. Roëbe.

**Beschluß vom 22. Juli 1881, betreffend die Uebergangs-Prüfung der Schüler der IV. Gymnasial- und der III. Industrie-Classe.**

Der General-Director der Finanzen;

Nach Einsicht der Art. 2, 4 und 5 des Königl. Großh. Beschlusses vom 30. September 1869, und des Königl. Großh. Beschlusses vom 7. August 1870, betreffend die Aufnahme und Uebergangs-Prüfungen an den Staatsanstalten für höhern und mittlern Unterricht;

Beschließt :

**Art. 1.** Die Prüfungen zum Steigen aus der IV. Gymnasial-Classe in die III. und aus der III. Industrie-Classe in die II. werden für's Schuljahr 1880—1881 für die Schüler des Athenäums und der beiden Progymnasien, nämlich die schriftliche

23 août, chaque fois à huit heures du matin et à trois heures de relevée, après que la commission aura fixé le même jour les matières spéciales pour cet examen.

**Art. 6.** Les jeunes gens qui n'ont pas étudié à l'Athénée subiront leur examen avec les élèves du gymnase et, le cas échéant, avec ceux de l'école industrielle, conformément aux art. 2, 3, 4 et 5 du présent arrêté.

**Art. 7.** La commission dressera procès-verbal de toutes ses opérations et le fera parvenir à la Direction générale des finances, avec les réponses écrites des récipiendaires.

**Art. 8.** Toutes les demandes en admission à l'examen de maturité ou de capacité devront être parvenues au Gouvernement pour le 5 août prochain.

**Art. 9.** Le présent arrêté sera inséré au Memorial et un exemplaire en sera transmis aux membres et aux membres suppléants de la commission d'examen pour leur servir de titre.

Luxembourg, le 22 juillet 1881.

Le Directeur général des finances,  
V. DE ROEBÉ.

**Arrêté du 22 juillet 1881, concernant l'examen de passage à subir par les élèves de la IV<sup>e</sup> classe gymnasiale et de la III<sup>e</sup> classe industrielle.**

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES FINANCES ;

Vu les art. 2, 4 et 5 de l'arrêté royal grand-ducal du 30 septembre 1869, et l'arrêté royal grand-ducal du 7 août 1870, concernant les examens d'admission et de passage aux établissements d'enseignement supérieur et moyen de l'État ;

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** Les examens de passage de la IV<sup>e</sup> à la III<sup>e</sup> classe gymnasiale et de la III<sup>e</sup> à la II<sup>e</sup> classe de l'école industrielle auront lieu pour l'année scolaire 1880—1881 pour les élèves de l'Athénée et ceux des deux progymnases, sa-

Prüfung am Dienstag, den 16., Mittwoch, den 17., und Donnerstag, den 18. August, und die mündliche Prüfung am Montag, 22. August, stattfinden.

Die Prüfungen beginnen um 8 Uhr Vormittags und um 3 Uhr Nachmittags, und währen respective bis Mittag und 5 Uhr Abends, nachdem jedesmal die in der Sitzung vorzulegenden Fragen gemeinschaftlich von den Commissions-Mitgliedern festgestellt worden sind.

**Art. 2.** Zu Mitgliedern der Uebergangs-Prüfungs Commissionen sind ernannt:

1° Für die Gymnasialstudien: die H. Gredt, Sub-Director des Athenäums; Schaack und de Waha, Professoren ebendasselbst; Aug. Müllendorff, Director des Progymnasiums zu Echternach, und Witry, Director des Progymnasiums zu Diekirch.

2° Für die Industrie-Studien: die H. Martha, Stronck, Graf, Thill und Schmitz, Professoren am Athenäum.

Zu Stellvertretenden Mitgliedern derselben Commission sind ernannt:

1° Für die Gymnasial-Studien: Hr. Bahn, Professor am Athenäum.

2° Für die Industrie Studien: Hr. Weckering, Professor am Athenäum.

**Art. 3.** Die Commissionen werden zum ersten Male am Donnerstag, den 11. August d. J., um 3 Uhr Nachmittags, in einem der Säle des Athenäums zusammentreten, um über die bei den besagten Prüfungen zu treffende Ordnung zu berathen.

**Art. 4.** Die jungen Leute, welche keine der Anstalten des Staates besucht haben und als Zöglinge in die III. Gymnasial- oder in die II. Industrie Classe aufgenommen zu werden verlangen, werden ihre Aufnahme-Prüfung zugleich mit den Schülern besagter Staatsanstalten ablegen. Zu diesem Ende werden sie ihre Gesuche nebst Zeugnissen über ihre frühern Studien in den betreffenden Fächern dem Director des Athe-

voir: l'examen par écrit le mardi, 16, le mercredi, 17, et le jeudi, 18 août, et l'examen oral le lundi, 22 août prochain.

Les examens commenceront chaque fois à huit heures du matin et à trois heures de relevée, pour finir à midi et respectivement à cinq heures du soir, après que chaque fois les différentes questions auront été arrêtées de commun accord par les membres de la commission d'examen.

**Art. 2.** Sont nommés membres de la commission chargée de tenir l'examen de passage:

1° Pour les études gymnasiales: MM. Gredt, sous-directeur de l'Athénée; Schaack et de Waha, professeurs au même établissement; Aug. Müllendorff, directeur du progymnase d'Echternach, et Witry, directeur du progymnase de Diekirch.

2° Pour les études industrielles: MM. Martha, Stronck, Graf, Thill et Schmitz, professeurs à l'Athénée.

Sont nommés membres suppléants de la dite commission:

1° Pour les études gymnasiales: M. Zahn, professeur à l'Athénée.

2° Pour les études industrielles: M. Weckering, professeur à l'Athénée.

**Art. 3.** Les commissions se réuniront la première fois le jeudi, 11 août prochain, à 3 heures de l'après-midi, dans une des salles de l'Athénée, pour conférer sur la marche à suivre pour les dits examens.

**Art. 4.** Les jeunes gens qui n'ont pas étudié dans l'un des établissements de l'Etat et qui désirent être admis comme élèves de la III<sup>e</sup> gymnasiale ou de la II<sup>e</sup> industrielle, subiront à la même occasion leur examen d'admission avec les élèves de l'établissement de l'Etat. A cette fin ils devront adresser au directeur de l'Athénée, avant le jour fixé pour l'examen, leur demande accompagnée des pièces justificatives



näums vor dem für die Prüfung angeetzten Tage einfinden.

**Art. 5.** Vor dem Tage der Versammlung der Prüfungs-Commissionen werden die Classenlehrer der IV. Gymnasial- und der III. Industrie-Classe des Athenäums, sowie die Directoren der beiden Progymnasien dem Director des Athenäums die Namenliste der zu prüfenden Schüler und deren vierteljährige Censurzettel übermachen.

Der Director des Athenäums wird den Prüfungs-Commissionen zu gehöriger Zeit die besagten Listen und Censurzettel, sowie die Gesuche und betreffenden Papiere der Examinanden zustellen.

**Art. 6.** Die Schüler der IV. Gymnasial-Classe der drei Staatsanstalten werden ohne Unterschied der Anstalten, welche sie besucht, mit Rücksicht auf die Resultate ihrer Prüfungen nach Verdienst classirt.

Die Gesamtzahl der Recipienten, der errungene Platz, sowie der Name der Anstalt, die jeder besucht, werden von der Prüfungs-Commission auf das jedem Geprüften auszustellende Zeugnis eingeschrieben.

Die Schüler der III. Industrie Classe werden auf dieselbe Weise classirt.

**Art. 7.** Während der Prüfung dürfen die Recipienten von keinem Hefte Gebrauch machen; jede Commission bestimmt eintretenden Falles die Bücher, deren sie sich bedienen dürfen.

**Art. 8.** Während der schriftlichen Prüfung werden die Schüler beständig von zwei Commissions-Mitgliedern überwacht.

**Art. 9.** Der Examinand, welcher überführt wird, die Arbeit eines andern Examinanden oder aus einem Hefte oder Buche, dessen Gebrauch nicht gestattet war, abgeschrieben zu haben, wird bis zu einem von der Commission zu bestimmenden Zeitpunkt ausgesetzt.

**Art. 10.** Nach beendigten Prüfungen tritt jede Commission zusammen, um durch ein Votum,

de leurs études antérieures sur les matières qui embrassent l'examen à subir.

**Art. 5.** Avant le jour fixé pour la réunion des commissions d'examen, le régent de la IV<sup>e</sup> classe gymnasiale et celui de la III<sup>e</sup> industrielle de l'Athénée, ainsi que les directeurs des deux progymnases feront parvenir au directeur de l'Athénée la liste nominative des élèves à examiner, ainsi que leurs bulletins trimestriels d'études.

Le directeur de l'Athénée remettra à temps utile aux commissions les listes et bulletins, ainsi que les demandes et les pièces y relatives des étudiants qui se présenteront pour le même examen.

**Art. 6.** Les élèves de la IV<sup>e</sup> classe gymnasiale des trois établissements de l'État seront classés par ordre de mérite, sans distinction des établissements dans lesquels ils ont étudié, eu égard aux résultats de leurs examens.

Le nombre total des récipiendaires, la place obtenue par chacun d'eux et le nom de l'établissement qu'il a fréquenté, seront consignés sur le certificat qui lui sera délivré par la commission d'examen.

Les élèves de la III<sup>e</sup> industrielle seront classés de la même manière.

**Art. 7.** Pendant l'examen les récipiendaires ne peuvent faire usage d'aucun cahier; chaque commission indique, s'il y a lieu, les livres dont ils peuvent se servir.

**Art. 8.** Durant l'examen par écrit, les élèves sont constamment surveillés par deux membres de la commission.

**Art. 9.** Le récipiendaire qui est convaincu d'avoir copié, soit le travail d'un autre récipiendaire, soit d'un cahier ou d'un livre dont l'usage n'est pas permis, est ajourné à une époque à fixer par la commission afférente.

**Art. 10.** Les examens terminés, chacune des deux commissions se réunit pour décider sans

wogegen kein Recurs zulässig ist, zu entscheiden, ob jeder Recipient die hinreichenden Kenntnisse besitze, um mit Erfolg die Kurse der III. Gymnasial- oder respective der II. Industrie-Classe zu besuchen.

**Art. 11.** Der Geprüfte, welcher bloß in dem einen oder dem andern Fache zu schwach befunden wird, kann bis zum nächstkünftigen Monat October ausgesetzt werden. Derselbe hat alsdann vor dem 8. des genannten Monats bei der nämlichen im Athenäum versammelten Commission eine neue Prüfung über die ihm von derselben bezeichneten Gegenstände abzulegen.

Findet eine Commission, daß ein Recipient die Kenntnisse, wovon er bei der Prüfung den Beweis liefern sollte, nicht besitzt, so kann demselben das Uebergangs- respective Aufnahmezeugnis nicht ausgestellt werden, und in diesem Falle kann sich der Recipient nur für's Schuljahr 1881 — 1882 melden.

**Art. 12.** Jede Commission nimmt ein Protokoll über ihr Verfahren auf; sie fügt demselben die Classirungsliste der Schüler, worauf die Zahl der in jedem Fache erhaltenen Punkte angegeben ist, sowie die schriftlichen Antworten bei.

**Art. 13.** Den fraglichen Prüfungen darf kein den Prüfungs-Commissionen fremdes Mitglied des Lehrpersonals beiwohnen.

**Art. 14.** Gegenwärtiger Beschluß soll in's „Memorial“ eingerückt und ein Exemplar desselben jedem Mitgliede der beiden Prüfungs-Commissionen als Ernennungsurkunde zugestellt werden.

Luxemburg, den 22. Juli 1881.

Der General-Director der Finanzen,  
W. v. Roëbe.

#### Bekanntmachung. — Versicherungswesen.

Die HH Peter Merten, zu Diekirch, und Nikolaus Coster, Gastwirth zu Beaufort, sind, ersterer als Haupt-Agent der „Berlin-Rölnischen Feuerversicherungs-Actien-Gesellschaft“ in Er-

recours, par un vote à émettre, si chacun des récipiendaires a, oui ou non, les connaissances nécessaires pour suivre avec fruit les cours de la III<sup>e</sup> gymnasiale et respectivement de la II<sup>e</sup> industrielle.

**Art. 11.** Le récipiendaire qui est trouvé trop faiblement préparé dans l'une ou l'autre branche seulement, peut être ajourné jusqu'au mois d'octobre suivant. Avant le 8 du dit mois, il subit alors, devant la même commission réunie à l'Athénée de Luxembourg, un nouvel examen sur les matières qui lui auront été indiquées par elle.

Si la commission reconnaît qu'un récipiendaire n'a pas les connaissances dont il devrait faire preuve à l'examen, le certificat de passage et respectivement celui d'admission ne peut lui être délivré, et dans ce cas, il ne peut se présenter que devant la commission à instituer pour l'année scolaire 1881 à 1882.

**Art. 12.** Chaque commission dressera procès-verbal de ses opérations; elle y joindra l'état du classement des élèves, portant le nombre de points obtenus dans chaque branche d'enseignement, ainsi que les réponses écrites.

**Art. 13.** Aucun membre du personnel enseignant étranger à la commission d'examen ne pourra être présent à l'examen ci-dessus.

**Art. 14.** Le présent arrêté sera inséré au *Mémorial* et un exemplaire en sera adressé à chacun des membres des commissions d'examen pour lui servir de titre.

Luxembourg, le 22 juillet 1881.

Le Directeur général des finances,  
V. DE ROEBÉ.

#### Avis. — Assurances.

MM. Pierre Merten, à Diekirch, et Nicolas Coster, cabaretier à Beaufort, ont été agréés le premier comme agent principal de la compagnie d'assurances contre l'incendie de Berlin-

setzung der HH. Em. Berchem und Liesch, welche diese Stelle aufgegeben haben, und letzterer als Agent besagter Versicherungs-Gesellschaft be-  
stätigt worden.

Luxemburg den 11. Juli 1881.

Für den General-Director der Finanzen:  
Der Regierungsrath,  
M. Müllendorff.

**Bekanntmachung. — Versicherungswesen.**

Hr. Klees-Ostert, in hiesiger Stadt, ist als General-Agent der „Bremer-Spiegelglas-Versicherungs-Gesellschaft, in Ersetzung des Hrn. Paulus, dessen Vollmacht erloschen ist, bestätigt worden.

Luxemburg den 13. Juli 1881.

Für den General-Director der Finanzen:  
Der Regierungsrath,  
M. Müllendorff.

**Bekanntmachung. — Versicherungswesen.**

Hr. Mathias Wantz, Bankcommis zu Luxemburg, ist als Haupt-Agent der Lebens-Versicherungs-Gesellschaft „Victoria zu Berlin“ bestätigt worden.

Luxemburg den 16. Juli 1881.

Für den General-Director der Finanzen:  
Der Regierungsrath,  
M. Müllendorff.

**Bekanntmachung. — Versicherungswesen.**

Hr. Nic. Hilbert, zu Mersch, ist als Agent der französischen Lebens- und Feuerversicherungs-Gesellschaft « l'Aigle » bestätigt worden.

Luxemburg den 18. Juli 1881.

Für den General-Director der Finanzen:  
Der Regierungsrath,  
M. Müllendorff.

Cologne, en remplacement de MM. Em. Berchem et Liesch, qui se sont démis de cet emploi, et le second comme agent de ladite compagnie d'assurances.

Luxembourg, le 11 juillet 1881.

Pour le Directeur général des finances:  
*Le Conseiller de Gouvernement,*  
M. MULLENDORFF.

*Avis. — Assurances.*

M. Klees-Ostert, en cette ville, a été agréé comme agent général de la compagnie d'assurances contre le bris des glaces de Brême, en remplacement de M. Paulus, dont les pouvoirs sont venus à cesser.

Luxembourg, le 13 juillet 1881.

Pour le Directeur général des finances:  
*Le Conseiller de Gouvernement,*  
M. MULLENDORFF.

*Avis. — Assurances.*

M. Mathias Wantz, commis de banque à Luxembourg, a été agréé comme agent principal de la compagnie d'assurances sur la vie, dite « Victoria à Berlin ».

Luxembourg, le 16 juillet 1881.

Pour le Directeur général des finances:  
*Le Conseiller de Gouvernement,*  
M. MULLENDORFF.

*Avis — Assurances.*

M. Nic. Hilbert, à Mersch, a été agréé comme agent de la Compagnie française d'assurances sur la vie et contre l'incendie, dite « l'Aigle ».

Luxembourg, le 18 juillet 1881.

Pour le Directeur-général des finances:  
*Le Conseiller de Gouvernement,*  
M. MULLENDORFF.

**Bekanntmachung. — Postwesen.**

Die Postverwaltung der Republik Libéria wird in Zukunft auf ihrem Gebiete den ihr zugehenden Postarten mit bezahlter Rückantwort Beförderung geben.

Luxemburg den 16. Juli 1881.

Der General-Director der Finanzen,  
B. v. Roëbe.

**Avis. — Postes.**

L'administration postale de la république de Libéria donnera à l'avenir cours, sur son territoire, aux cartes postales avec réponse payée.

Luxembourg, le 16 juillet 1881.

Le Directeur général des finances,  
V. DE ROEBÉ.

**Bekanntmachung. — Zollwesen.**

Durch Königl. : Großh. Beschluß vom 16. d. Mts. ist der Hauptamts-Assistent Bentlage zu Coblenz zum Hauptamts-Controleur bei dem hiesigen Hauptzollamte, an Stelle des in den Ruhestand versetzten Hrn. M a t e r s, ernannt worden.

Luxemburg den 21. Juli 1881.

Der General-Director der Finanzen,  
B. v. Roëbe.